

Annexe II.b - Dispositions applicables uniquement aux appels à propositions et autres circonstances spécifiques

Article 1: Soutien financier à des tiers

- 1.1 Afin de soutenir la réalisation des objectifs de l'action, l'organisation peut, si les conditions particulières le prévoient, apporter une aide financière. L'organisation doit s'assurer que le pouvoir adjudicateur et la Commission européenne, lorsqu'elle n'est pas le pouvoir adjudicateur, l'OLAF, la Cour des comptes européenne et des représentants habilités peuvent exercer leurs droits en vertu de l'article 17 de l'annexe II également à l'égard de tiers ayant bénéficié d'une aide financière.
- 1.2 Dans la mesure où cela s'avère pertinent, l'organisation veille à ce que les conditions qui lui sont applicables en vertu des articles 5-Conflit d'intérêts, 8-Communication et visibilité et 16-Comptes et archivage de l'annexe II s'appliquent également aux tiers ayant bénéficié d'un soutien financier.
- 1.3 Le montant maximal de l'aide financière est précisé à l'annexe I. Lorsque l'aide financière est définie comme étant l'objet principal de l'action dans les conditions particulières, l'aide peut dépasser 60 000 EUR pour chaque tiers.
- 1.4 La description de l'action à l'annexe I définit les types d'entités éligibles à une aide financière et comprend une liste fixe reprenant les types d'activités qui peuvent être éligibles à une aide financière. Les critères de sélection des tiers bénéficiant de ce soutien financier, ainsi que les critères permettant d'en déterminer le montant exact, doivent également être spécifiés.
- 1.5 Le pouvoir adjudicateur considère les coûts de l'aide financière comme inéligibles si celle-ci n'est pas octroyée par l'organisation conformément aux conditions visées aux articles 1.1, 1.3 et 1.4 ou si le tiers bénéficiant de l'aide financière a sérieusement manqué à l'une des obligations visées à l'article 1.2, ou si le tiers bénéficiaire n'a pas utilisé les fonds aux fins prévues dans la convention qu'il a conclue avec l'organisation, le cas échéant.
- 1.6 Dans le domaine des actions extérieures de l'UE, l'organisation transmet, dans son rapport au pouvoir adjudicateur, des informations sur l'attribution et la mise en œuvre de toute aide financière accordée. Le rapport démontre la conformité avec les exigences définies aux articles 1.3 et 1.4, première phrase, et décrit les résultats obtenus.

Article 2: Conventions multi-bénéficiaires

- 2.1 Lorsque l'organisation met en œuvre l'action conjointement avec des cobénéficiaires, ces derniers deviennent parties à la convention conjointement à l'organisation. Les conditions générales s'appliquent mutatis mutandis aux cobénéficiaires, sous réserve des dispositions du présent article.
- 2.2 L'organisation:
 - a) vérifie que l'action est mise en œuvre conformément à la présente convention et assure, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action, la coordination avec tous les cobénéficiaires;
 - b) sert d'intermédiaire exclusif pour toutes les communications entre les cobénéficiaires et le pouvoir adjudicateur;
 - c) est chargée de communiquer au pouvoir adjudicateur tout document et toute information requis par la présente convention, notamment en ce qui concerne les rapports descriptifs et les demandes de paiement. Lorsque des informations sont requises de la part des cobénéficiaires, l'organisation est chargée de les obtenir, de les vérifier et de les regrouper avant de les communiquer au pouvoir adjudicateur. Toute information communiquée, ainsi que toute demande adressée par l'organisation au pouvoir adjudicateur, sont réputées avoir été faites en accord avec tous les cobénéficiaires concernés;

- d) informe le pouvoir adjudicateur de tout changement dans la situation juridique, financière, technique, organisationnelle ou de contrôle des cobénéficiaires ainsi que de toute modification du nom, de l'adresse ou du représentant légal d'un des cobénéficiaires;
- e) est tenue, dans le cas d'audits, de contrôles, de suivis ou d'évaluations, tels que décrits aux articles 10 et 17 de l'annexe II, de transmettre tous les documents nécessaires, sans préjudice de l'article 2.8 et des responsabilités propres aux cobénéficiaires en vertu de l'article 17 de l'annexe II;
- f) veille sous sa pleine responsabilité financière à la bonne exécution de l'action dans le respect de la présente convention. Cela inclut la mise en œuvre faite par les cobénéficiaires. Par dérogation à ce qui précède, lorsque les piliers d'un cobénéficiaire ont fait l'objet d'une évaluation positive par la Commission européenne et que l'organisation peut apporter la preuve que les montants à recouvrer en vertu de la présente convention ne se rapportent qu'aux activités qui ont ou devraient avoir été mises en œuvre par le cobénéficiaire conformément aux dispositions de l'annexe I, le pouvoir adjudicateur doit recouvrer ces montants auprès du cobénéficiaire;
- g) est le seul destinataire, au nom de tous les cobénéficiaires, des paiements du pouvoir adjudicateur. L'organisation établit les demandes de paiement et s'assure que les paiements adéquats sont ensuite effectués au profit des cobénéficiaires sans retard injustifié;
- h) le cas échéant, rembourse les fonds au pouvoir adjudicateur conformément à l'article 15 de l'annexe II.

2.3 L'organisation et les cobénéficiaires:

- a) entreprennent l'action ensemble, en prenant toutes les mesures nécessaires et raisonnables pour assurer la réalisation de l'action conformément à la description de l'action qui figure à l'annexe I et aux conditions de la présente convention;
- b) veillent à ce que l'organisation possède ou obtienne les données nécessaires pour rédiger les rapports, établir les états financiers et tout autre document ou information requis par la présente convention et ses annexes, ainsi que, sans préjudice de l'article 2.8, toute information nécessaire en cas de suivi, d'évaluations ou de contrôles financiers, selon les modalités prévues aux articles 10 et 17 de l'annexe II.

2.4 Dans des cas dûment justifiés, l'organisation peut proposer de résilier la participation d'un cobénéficiaire à la présente convention. À cet effet, l'organisation communique au pouvoir adjudicateur les motifs justifiant la proposition de résiliation de sa participation ainsi que la date à laquelle celle-ci prendra effet, ainsi qu'une proposition de réaffectation des tâches du cobénéficiaire dont la participation doit cesser ou relative à son remplacement éventuel. Cette proposition est envoyée en temps utile avant la prise d'effet prévue de la résiliation. En cas d'accord du pouvoir adjudicateur, la convention est modifiée en conséquence, conformément à l'article 11 de l'annexe II. En cas de désaccord du pouvoir adjudicateur, chacune des parties peut résilier la convention conformément à l'article 13.3 de l'annexe II.

2.5 Dans des cas dûment justifiés, le pouvoir adjudicateur peut suspendre la participation d'un cobénéficiaire à la convention pour les motifs visés à l'article 12.3 de l'annexe II ou mettre fin à la participation d'un cobénéficiaire à la convention pour les motifs visés à l'article 13.1 de l'annexe II.

2.6 En cas de résiliation de la participation d'un cobénéficiaire conformément à l'article 2.4, la demande de paiement du cobénéficiaire concerné est jointe à la demande de paiement suivant la notification de la résiliation par l'organisation.

2.7 Le plafond de 60 000 EUR pour les options simplifiées en matière de coûts prévu à l'article 18.8 de l'annexe II s'applique à l'organisation et à chaque cobénéficiaire individuellement. Les coûts indirects ne sont pas éligibles au titre de la convention pour un cobénéficiaire qui reçoit déjà au cours de la période considérée une subvention de fonctionnement financée sur le budget de l'Union européenne. Lorsque le budget de l'action comprend une ventilation par cobénéficiaire et organisation, l'organisation et les cobénéficiaires sont autorisés à adapter le budget par des transferts entre eux sans modification à la convention.

- 2.8 Lorsque l'organisation et un cobénéficiaire ont tous deux conclu des accords-cadres avec la Commission européenne, l'accord-cadre de chacun des bénéficiaires s'applique aux fins de la présente convention, à l'exception des obligations de déclaration et de paiement, auxquelles seul l'accord-cadre de l'organisation s'applique.

Article 3: Entités affiliées

- 3.1 Si les conditions particulières contiennent une disposition relative aux entités affiliées, quelles qu'elles soient, les coûts exposés par une telle entité sont éligibles aux mêmes conditions que celles applicables à l'organisation, pour autant qu'elles satisfassent aux mêmes conditions visées à l'article 18-Coûts éligibles de l'annexe II que celles qui s'appliquent à l'organisation, et que l'organisation veille à ce que le pouvoir adjudicateur et la Commission européenne, lorsqu'elle n'est pas le pouvoir adjudicateur, l'OLAF, la Cour des comptes européenne et des représentants habilités puissent exercer leurs droits en vertu de l'article 17 de l'annexe II également vis-à-vis de l'entité affiliée.
- 3.2 L'organisation veille à que les articles 2-Obligations générales, 4-Responsabilité, 5-Conflit d'intérêts, 6-Confidentialité, 7-Protection des données, 8-Communication et visibilité, 9-Propriété, droit d'utilisation des résultats et transfert d'équipements, 10-Évaluation et suivi de l'action, 16-Comptes et archivage, 23-Non-profit de l'annexe II et l'article 1-Aide financière aux tiers de la présente annexe, s'appliquent également aux entités affiliées.